

le Congrès en deux. La résolution ne faisait rien d'autre que d'appeler le L.P. « à soutenir le mouvement syndical quand il serait forcé à la grève pour défendre le niveau de vie de ses membres ». Mais même cet engagement de solidarité fut considéré par l'Exécutif comme un trop grand encouragement à l'action directe et repoussé au vote par une majorité des deux tiers. Toutefois le vote massif des syndicats commença à se diviser sur ce point. Le président des métallurgistes, qui se trouve sous une forte pression en raison d'une demande d'augmentation de salaires, se prononça pour la résolution. Cette rupture dans la direction syndicale officielle n'est qu'un début.

A la fin du premier jour, Bevan posa carrément la question de la politique à suivre par le L.P. et son prochain gouvernement. Ses remarques sur le problème du chômage visaient délibérément la vieille garde qui veut un minimum de changement dans la structure économique alors que 80 % de l'industrie restent propriété privée. « Le chômage ne peut être aboli sous le capitalisme, dit-il, et s'il y avait un gouvernement travailliste qui ne procède pas à une planification socialiste, il ne pourrait également empêcher le chômage. Seule la planification socialiste peut effectivement empêcher le chômage. Il n'y a pas d'autre voie que la nationalisation pour résoudre le problème. » Les U.S.A. sont présentés comme un monument vivant attestant la réussite du capitalisme, mais sa réussite est due à l'industrie d'armements. L'Amérique est dominée par la peur de la guerre et du chômage. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas d'autre solution que la planification socialiste contre le danger de surproduction. L'économie britannique est en grand danger d'être intégrée dans la machine de guerre américaine. On parle beaucoup d'un plan pour l'industrie britannique, mais celui-ci ne peut être établi qu'avec une direction centralisée. « Je suis fatigué d'entendre des discours aux ouvriers pour travailler davantage, dit Bevan, n'importe quel imbécile peut travailler plus, travaillons plus intelligemment ».

« L'Amérique n'a pas la réponse, la Russie ne l'a pas. Nous l'avons. La planification socialiste chez nous, la planification socialiste dans le Commonwealth, la planification socialiste en Europe — telle est la seule réponse. »

Les délégués saluèrent avec enthousiasme ce discours pour l'application vigoureuse de mesures socialistes par le prochain gouvernement travailliste comme la seule politique qu'ils désiraient à la place de l'ancienne.

Alarmés par ces faits, les dirigeants syndicaux déclarèrent la guerre au bevanistes. Lawther prévint qu'ils « combattraient à mort si besoin est... la tentative de mettre un coin entre les syndicats et le L.P. » Les délégués parmi lesquels se trouvaient des centaines de militants syndicaux virent aisément qui réellement s'exerçait à diviser le mouvement

et ne furent pas trompés par cette manœuvre. Deakin accusa les bevanistes de diviser le Parti en organisant leur fraction et en complotant la conquête de la direction. Il exigea que les bevanistes renoncent à leur « critique acerbe » dans leur journal et annonça que les syndicats organiseraient une contre-attaque dans les sections.

L'action de la base fut exprimée par un permanent du L.P. de la ville de Barrow, centre de production d'armements où se trouvent les usines Vickers-Armstrong. Il dit que Deakin et Lawther avaient perdu tout contact avec la base et ne représentaient pas les opinions de celle-ci. Ils ne comprenaient pas comment l'ouvrier et sa femme sentaient l'emprise du programme d'armements sur la feuille de paye et dans le panier à provisions. Lui, comme beaucoup d'autres, en avait assez de la chasse aux sorcières et du bellicisme des Etats-Unis. Il donnerait la bienvenue aux dirigeants syndicaux dans les sections du parti et ajouta que s'ils étaient venus plus tôt ils auraient peut-être pu être mieux informés sur les sentiments qui s'y exprimaient.

La droite n'osa pas s'opposer à l'extension des nationalisations, car la majorité des syndicats s'y était montrée favorable. Le vote unanime fut un succès pour la gauche car la droite avait prétendu que de nouvelles nationalisations n'aideraient pas à résoudre les problèmes économiques de l'Angleterre. La résolution s'exprimait fortement, repoussant toute indemnisation excessive, celle-ci devant être équitable pour les consommateurs et les ouvriers. Elle ajoutait qu'une « action vigoureuse doit être menée, et si nécessaire des lois votées, dans l'industrie nationalisée et privée, pour augmenter la démocratie à l'entreprise ». En raison du mécontentement provenant du fait que des industries nationalisées avaient été confiées à des administrateurs qui les sabaient par hostilité, une autre résolution demandait que les dirigeants des industries nationalisées aient une conception socialiste.

La politique étrangère révéla une profonde division entre la droite partisane de l'alliance atlantique et ses critiques. Les dirigeants bevanistes voulaient le maintien de l'alliance atlantique, mais émirent des réserves nombreuses. Ils étaient particulièrement inquiets des agressions des militaires américains en Extrême-Orient et de leur incapacité à conclure un armistice en Corée; ils s'opposaient aux intentions de Washington de rétablir le capitalisme et la propriété foncière par une « guerre de libération » en Europe orientale, ils insistaient sur une réduction des programmes d'armements britanniques; ils reconnurent le caractère progressif des révolutions coloniales et voulaient des relations amicales avec la Chine nouvelle.

Attlee, Morrison et Cie refusèrent toute concession sérieuse. Ils exigèrent un